



Déclaration de la FSU au CDEN du 19 septembre 2024

Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,

Près de 2 mois et demi après les résultats des élections législatives nous sommes toujours dans la situation stupéfiante et inquiétante où le gouvernement, certes démissionnaire mais surtout largement désavoué dans les urnes et toujours en place. En occultant le résultat des élections qui ont placé en tête des forces progressistes dont le programme reprend un grand nombre des revendications du syndicalisme de transformation sociale et en nommant un premier ministre issu du parti arrivé quatrième, le Président de la République affiche un dangereux mépris pour la démocratie. Il acte ainsi la poursuite d'une orientation politique faite d'austérité budgétaire, d'accroissement des inégalités, de casse des services publics et de stigmatisation des immigrés et la place de plus sous l'arbitrage du RN. Au moment où les budgets de l'Etat et de la Sécurité Sociale vont être décidés pour 2025, la FSU, la CGT et Solidaires appellent les salariés du public et du privé à la grève le 1er octobre pour obtenir l'abrogation de la réforme des retraites, l'amélioration des salaires et des moyens pour les services publics.

Dans l'éducation, Madame Belloubet ne semble pas avoir non plus pris acte du désaveu exprimé dans les urnes : elle maintient en cette rentrée un cap pourtant unanimement rejeté par la profession. La ministre démissionnaire persiste par exemple à défendre la vaste réforme du « choc des savoirs » contestée dans les instances et dans la rue tout au long de l'année écoulée. Nous notons toutefois des signes encourageants avec le report des nouveaux programmes, le report du nouveau brevet, l'évanouissement de la labellisation des manuels et la désaffectation de la seule classe prépa seconde de notre département. Certes, tout cela provient plus de la confrontation à la réalité que d'une volonté politique mais cela nous conforte dans l'idée qu'il est pertinent et légitime de demander l'abrogation de l'ensemble des mesures du « choc des savoirs ».

Il restera donc à la future ou au futur ministre de l'éducation d'enterrer définitivement les groupes de niveaux au collège dont les effets négatifs, bien qu'amoindris par l'action des collègues et des parents d'élèves dans les conseils d'administration, continuent de perturber l'organisation des collèges et laissent planer la menace du tri social des élèves. Restera également à traiter la question des évaluations standardisées élargies à tous les niveaux. De nombreux collègues nous remontent les difficultés à les faire passer dans les classes multi-niveaux qui représentent la majorité des classes du département. Ils

dénoncent ainsi la désorganisation qu'elles entraînent dans les premières semaines pourtant décisives de l'année scolaire. La FSU considère que ces évaluations n'ont pas d'intérêt pour les élèves et servent uniquement à la communication du ministère et à la multiplication des injonctions qui réduisent la liberté pédagogique et appauvrissent les contenus enseignés en les concentrant sur des compétences de bas niveaux mesurables et quantifiables. La FSU demande l'abandon de ses évaluations.

Ce dont les élèves ont besoin c'est d'abord d'avoir un enseignant face à eux, ce qui n'est pas toujours le cas même dans notre département, et des classes avec des effectifs réduits. Selon les propres chiffres du ministère, la France est le pays avec les classes les plus chargées de l'UE à 22, que ce soit dans le primaire ou dans les collèges. En Haute-Loire de trop nombreux collèges comptent des classes avec 28, 29 ou 30 élèves. Nous le répétons une nouvelle fois, il y a urgence à abaisser la taille des classes pour réduire les inégalités où pour le coup la France excelle. Le manque d'AESH ou leur mutualisation, le démantèlement des RASED, la pénurie d'infirmières et de médecins scolaires, le déficit de places dans les établissements médico-sociaux, etc ... impactent aussi durablement les conditions d'enseignement.

La FSU réclame un vrai plan de recrutement d'enseignants, d'AESH, d'AED, de CPE ,de Psy-EN, etc pour faire face aux défis auxquels est confrontée l'Education Nationale.

Enfin, nous rappelons que seule l'école publique laïque et gratuite accueille tous les élèves sans distinction afin de leur permettre d'interagir, de grandir, d'apprendre et se construire ensemble. La mixité scolaire et sociale est une chance, mais surtout une nécessité permettant à tous les enfants de mieux apprendre, d'être plus ouverts aux autres et au monde. L'évitement de l'école publique, par le biais de l'enseignement privé ou de «l'école à la maison », accentue la ségrégation scolaire. Ces choix individuels ne doivent plus être encouragés par l'Etat, ni par les collectivités qui par ailleurs subventionnent trop souvent au-delà de leurs obligations les établissements privés. On a par exemple appris que 660 000 euros sont octroyés à la Section d'enseignement professionnel de Notre-Dame du Château, par l'Etat et la Région AuRA, au titre d'un atelier plasturgie... une section qui ne recrute que 4 ou 5 élèves par an ! Pour la FSU, l'argent public doit aller à l'école publique.